ASSEMBLÉE NATIONALE

4 avril 2025

SIMPLIFICATION DE LA VIE ÉCONOMIQUE - (N° 1191)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 2048

présenté par

M. Mazaury, M. Mathiasin, Mme Sanquer, M. Taupiac et M. Molac

ARTICLE PREMIER

Supprimer les alinéas 147 à 149.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La commission a supprimé l'Observatoire national de la politique de la ville (ONPV), institué par la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Le présent amendement a vocation à le rétablir.

L'ONPV est la seule instance indépendante d'observation et d'évaluation sur la situation des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), qui représentent 6 millions d'habitants. Son comité d'orientation est composé d'une cinquantaine de membres, issus de la sphère de la mise en œuvre de la politique de la ville, de l'administration centrale, des opérateurs publics, des experts (universitaires, scientifiques) et des élus. En tant que comité d'orientation, il n'a pas vocation à se réunir fréquemment, mais à adopter un programme de travail annuel d'enquêtes, d'exploitations statistiques d'évaluations et d'études.

Instance porteuse de lien entre les différentes sphères composant son conseil d'orientation, l'ONPV produit un rapport annuel thématique sur la situation dans les QPV et de nombreuses études. Elle a ainsi réalisé 4 études en 2024, accessibles sur son site internet (insertion professionnelle des jeunes, illettrisme, pratiques sportives, participation électorale) et plusieurs nouvelles études sont en cours et programmées en 2025. Si l'absence de président entre 2020 et 2022 n'a pas permis de réunir le Comité d'orientation pendant cette période, celui-ci se réunit de nouveau régulièrement depuis 2023 (deux fois en 2023, une fois en 2024 et la dernière fois le 24 janvier 2025, au cours duquel le programme de travail 2025 a été présenté).

L'ONPV apporte en complément son concours à la préparation du conseil interministériel des villes.

La suppression de cette instance aurait pour conséquence de confier ses missions à l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) qui assure actuellement son secrétariat. Elle conduirait à mettre fin à la participation de la sphère scientifique et universitaire aux travaux d'observation et d'évaluation sur la situation des QPV, affaiblissant leur crédibilité, le caractère incontestable des éléments d'analyse fournis ainsi que la lisibilité de l'action publique en matière de politique de la ville, alors que ce sujet est une priorité pour le Gouvernement.